COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

Samedi 22 Octobre 1983 | N° 224 | PRIX : ANTILLES 2 F FRANCE 3 F

Editorial

CONGRES DES PRESIDENTS DE CONSEILS GENERAUX : UNE BONNE OCCASION POUR LA DROITE DE BATTRE LE RAPPEL DE SES TROUPES.

Les présidents de Conseils généraux de France tiennent congrès en Guadeloupe et en Martinique. Séances de blabla et visites touristiques entrecoupées de dîners et réceptions, qui par les préfets qui par les présidents locaux des Conseils, sont allées bon train.

Officiellement, ces messieurs et dames sont réunis pour faire le bilan de la décentralisation voulue par le gouvernement de gauche en placedepuis mai 81.

On sait que cette réforme, annoncée à grands renforts de publicité ici, où cela posait des problèmes particuliers dus au contexte politique de nos îles, n'avait pas en général suscité en France d'hostilité, ni des capitalistes, ni même des politiciens de droite. Après tout, il ne s'agissait que d'une réforme administrative qui paraissait nécessaire à une certaine modernisation économique.

Pourtant même à partir de ce domaine qui n'est pas crucial, la droite a profité de l'occasion pour faire de cette réunion non pas un bilan de la décentralisation mais un procès de plus de la politique de la gauche au pouvoir.

Et ce fut donc l'occasion pour cette droite, en majorité dans la réunion, de parader, pavoiser, mobiliser les esprits, accuser le gouvernement etc...

Alors que les ténors de la gauche avaient évité de faire le déplacement, on a vu monsieur Deniau l'un des porte-parole et ancien ministre de Giscard d'Estaing.

Ici-même, on a vu comment Michaux Chevry a profité de la situation pour annoncer aux journalistes européens présents la création de son PDG (!), parti de la Guadeloupe.

Emile Maurice lui-même en a profité ainsi que son collègue de la Réunion, pour y aller de son petit discours classique de droite.

La droite, on le voit, profite de chaque circontance et de toutes possibilités pour rameuter les mécontents et attaquer le gouvernement. Celui-ci a beau faire des gestes favorables à la bourgeoisie, aux possédants, il a beau multiplier les courbettes et les reculades devant la droite, celle-ci bien loin de le remercier, ne se plaint que davantage. Elle n'a aucune reconnaissance pour les services rendus. Ce qu'elle veut c'est contraindre la gauche à céder toujours plus de terrain jusqu'à son départ. Et il est vrai qu'à force de céder ainsi, et en même temps, de s'attaquer toujours plus aux intérêts des travailleurs, la gauche finira par se déconsidérer tellement qu'elle préparera elle-même sa tombe électorale pour les prochaines années.

Mais ceci, c'est quand même l'aspect secondaire de la question: Parce que derrière ces mauvais moments électoraux, que présagent les différentes élections municipales partielles en France même, il y a le sort des travailleurs. La politique du gouvernement consiste à renflouer avec l'argent public les caisses des grands capitalistes, tout en prenant quelques mesures qui mécontentent les milieux petits-bourgeois et tout en portant des attaques in-

Suite page 4

GRENADE SOUS LA COUPE DES MILITAIRES

D'après les informations publiées par la radio officielle de Grenade, Maurice Bishop aurait été tué au cours d'une manifestation.

Bishop, qui était gardé en résidence surveillée aurait été libéré par le peuple. Une manifestation de plusieurs milliers de gens se serait alors déroulée avec à sa tête Bishop et les ministres qui lui étaient restés fidèles.

L'armée contrôlée par Coard serait alors intervenue et aurait tiré. Bishop et beaucoup d'autres manifestants seraient tombés au cours de la fusillade.

Ainsi, les dissensions entre les gouvernants tourneraient au bénéfice de ceux qui contrôlent la force armée.

On a souvent présenté Grenade comme un autre Cuba. Mais Bishop n'y est pas parvenu au pouvoir de la même façon que Gastro. Cependant Bishop, tout comme Fidel Castro à Cuba, bénéficiait d'une popularité très grande à Grenade.

Après la prise du pouvoir à la tête de son commando de 12 hommes, l'état grenadien est resté ce qu'il avait été. Même si les rapports entre le pouvoir et la population devenaient plus démocratiques qu'au temps de Gairy, le dictateur renversé par Bishop.

Mais justement, le degré de démocratie ne dépendait pas de la population, mais de la bonne volonté des dirigeants. Et on le voit aujourd'hui, il a suffit que certains dirigeants. s'orientent autrement que Bishop pour que cette démocratie vole en éclat !

Car toutl'état est étranger à la population. Malgré la petitesse de l'île et de sa population, (110.000 habitants), le pouvoir reste un pouvoir qui échappe (et qui échappait avec Bishop) à son contrôle. En dépit des multiples déclarations de Bishop et Coard sur le pouvoir du peuple» !

En particulier, l'armée a été consolidée avec les anciens cadres, bien qu'y soient entrés de nombreux jeunes. Cette armée, toute «révolutionnaire» qu'elle se prétende est un instrument au dessus de la population dont les cadres, officiers, ne dépendent pas d'elle.

La leçon des évènements actuels est bien claire : toute lutte, toute transformation politique qui se prétendrait «socialiste» ou «révolutionnaire» sans l'établissement d'un véritable pouvoir populaire dont le pilier et le



garant ne peut être que le PEUPLE LUI MEME EN ARME, serait une tromperie. Et celle-ci, à un moment ou un autre se retournerait contre ce peuple.

Un leader, ni une organisation politique ou politico-militaire ne peuvent être les «remparts» du peuple. Le seul rempart du peuple, c'est le peuple lui-même doté de sa conscience politique et muni d'armes.

Le pouvoir appartient à celui qui contrôle l'armée. Pour que le pouvoir n'échappe pas au peuple, il est clair que le peuple des pauvres,

Suite page 4.

MARTINIQUE: L'INSECURITE, NOUVEAU CHEVAL DE BATAILLE DES PRIVILEGIES.

Deux viols consécutifs ayant eu lieu la même semaine ont donné l'occasion de revenir sur le problème de l'insécurité, notamment à Sainte-Luce où se sont produits ces actes. Cela a été l'occasion pour Maran, le maire de droite de la commune de réclamer encore plus de sévérité de la part de la Justice, plus de répression contre les fauteurs de trouble qui sévissent à Sainte-Luce. Etaient particulièrement visés les rastas qui vivent du côté de l'Anse Corps de Garde, à qui on reproche systématiquement une bonne part des mauvais coups perpétrés à Sainte-Luce.

Y-a-t-il vraiment insécurité à Sainte Luce. Deviendrait-il absolument impossible de vivre, vu qu'on serait menacé par les voyous et autres truands martiniquais ?

Il semble qu'effectivement il y ait un problème, puisque mis à part les deux affaires dont nous avons parlé, de nombreux locataires de villas ont été cambriolés, au point qu'un certain nombre de résidents de la commune ont menacé de se constituer en milice pour protéger leurs biens !

Mais cette soudaine flambée d'inquiétude nous remet en mémoire des évènements similaires qui se sont déroulés à Trois-Ilets, il y a de cela une année environ.

Suite page 2

BEAUPORT : LA GAUCHE EN GUADELOUPE MISE EN MAUVAISE POSTURE PAR SA POLITIQUE DE SOUTIEN AU GOUVERNEMENT.

Depuis l'annonce de la recommandation du CIRI, (Comité Interministériel de Restructuration Industrielle), de fermer l'usine Beauport, les partis de gauche qui disent pourtant que cette question est vitale, n'ont pas cherché réellement à mobiliser les travailleurs et la population concernée.

Bien sûr, des délégations composées d'élus communistes se sont rendues à Paris pour tenter de rencontrer les ministres et les élus de la gauche. A la suite de ces visites et en présence de ses élus de retour, le PCG a entrepris une tournée de meetings d'explication dans plusieurs communes de la Grande Terre. Il y a eu aussi la fermeture des mairies communistes pendant une journée.

La colère de milliers de personnes, cela se voit, cela s'entend, par le caractère dur des manifestations qu'elles entreprennent, par la multiplication des initiatives.

Et le PCG a les moyens organisationnels et humains d'être avec ces travailleurs les plus décidés, quitte à être rejoints après, par ceux qui sont plus attentistes.

Et là ce serait déjà tout autre chose que ces meetings d'explications où il s'agit peut-être plus pour le PC de dire que la droite qui dirige les assemblées locales est responsable de la situation que de mobiliser. Ce serait autre chose que de prêcher l'attente des décisions du prochain Comité interministériel... ou de l'éventuelle réponse de Mauroy à la lettre de Bangou.

Pourtant, il ne s'agit pas pour le PCG d'une incapacité de mobiliser les travailleurs et d'abord ses militants. Les militants du PCG sont nombreux et souvent dévoués.

Le problème est bien de voir quelle politique la gauche locale, et en particulier le PCG qui est de loin le parti le plus implanté parmi les travailleurs, liée à la gauche au pouvoir en France, mène-t-elle depuis plusieurs mois. Car l'attitude qu'elle a vis à vis de la fermeture de l'usine Beauport est la même qu'elle a sur de nombreuses questions où le gouvernement de gauche en France a manifestement pris position contre les intérêts des travailleurs,.

En effet, ce n'est pas aujourd'hui que le gouvernement de gauche a commencé à s'attaquer petit à petit au niveau de vie des travailleurs. Ce n'est pas aujourd'hui non plus qu'il a commencé ces attaques tout en laissant les riches continuer à vivre grassement, sans aucune baisse de leur train de vie et même en percevant des milliards en subventions et aides de toutes sortes du gouvernement.

Mais tous ces sales coups, le gouvernement actuel les commet avec la bénédiction des partis de la gauche en France, qui, PCF compris, réaffirment à tout moment leur solidarité avec ceux qui dirigent.

Ici, les partis de gauche ont exactement la même position. Ils se contentent de faire quelques réserves discrètes sur certains points de la politique gouvernementale, tout en ne se démarquant pas franchement ni de ce gouvernement, ni des partis qui le soutiennent au nom de la gauche en Fance.

Ces partis préfèrent se rattacher aux déclarations d'intention, ou de propagande faites par les hommes au pouvoir. Ils décident donc de fermer les yeux sur toutes les mesures bien concrètes prises contre les travailleurs en raison de la crise.

Ce n'est donc pas étonnant qu'aujourd'hui le PCG soit contraint sur le problème de Beauport de mener un combat d'arrière-garde qui a de fortes chances de se transformer en enterrement de 1ère classe.

Les menaces qui planent sur Beauport, ne datent pas elles non plus d'aujourd'hui. Et peut-être que les travailleurs de cette usine auraient été en meilleure posture si préparés , entrainés, renforcés depuis plusieurs mois ils avaient entamé une lutte déterminée au lieu d'écouter les sirènes de ceux qui se chargeaient d'amplifier les promesses électorales de Mauroy et autres gouvernants.

Et au lieu d'attendre aujourd'hui pour aller pleurnicher dans une lettre à Mauroy, les communistes conséquents, forts dans toute la région de nombreux militants auraient sans nul doute eu mieux à faire que d'avoir un comportement attentiste.

Le rôle des communistes n'est pas d'attendre de se retrouver le dos au mur pour mener des combats d'arrière-garde. Une telle politique, même si les militants et tout le PCG menaient la lutte avec une grande énergie et détermination ce qui n'est pas le cas pour le moment, rend la victoire plus difficile, voire impossible pour les travailleurs. En outre chacune de ces escarmouches laissent les travailleurs un peu plus démoralisés et renforcent le camp de la droite et d'une manière générale de ceux qui ne veulent pas voir le camp des travailleurs se renforcer.

Les travailleurs conscients, les militants des syndicats et partis de gauche peuvent éviter que les choses continuent d'aller dans cette direction. A condition de ne pas continuer à soutenir une politique qui les met dans une mauvaise position par rapport aux travailleurs et à la population.

MARIANNE TIBUS

POUR BEAUPORT ET GROSSE MONTAGNE, C'EST LA GRANDE DESILLUSION A GAUCHE COMME A DROITE.

La dernière réunion du CIRI vendredi 14 octobre avec les élus de la Guadeloupe, n'a rien donné de plus. Le problème du maintien de Beauport et la situation financière de Grosse Montagne demeurent en suspens, la discussion a été renvoyée au vendredi 21. Les élus de droite et de gauche ne peuvent plus cacher leur déception Bangou a adressé une lettre à Pierre Mauroy , lettre dans laquelle il lui fait part de ses désillusions. Il lui reproche de n'avoir pas tenu les promesses qu'il avait faites lors de son passage en Guadeloupe au mois de Février 83.

Quant aux élus de droite, Michaux Chevry et Moustache, ils ont adressé une lettre au Secrétaire d'état aux départements et territoires d'outre mer, pour lui faire part de leur déception sur la réunion du CIRI.

Les responsables de ce comité leur ont carrément mis le bébé dans les bras. «Beauport, c'est une affaire qui concerne le département». La surprise étant trop grande, les élus de droite ont quitté la réunion.

Ainsi à droite comme à gauche on se lamente, c'est le désenchantement. Ou en tout cas on fait semblant.

Plusieurs meetings ont eu lieu dans les communes concernées et à Pointe-à-Pitre. Ils ont été organisés par le Parti communiste et l'UPLG. Après les échecs des négociations avec le CIRI on en est toujours aux meetings et aux grandes déclarations sauf que maintenant ces déclarations sont faites avec dépit.

La décision dépend aujourd'hui de la bonne volonté du gouvernement. Celui-ci qui est en pleine période d'austérité, ne cédera que s'il sent vraiment monter la colère de la population du nord de la Grande-Terre.

Or quand on voit ce qui s'y passe, ce que proposent les différents partis et organisations, qui y interviennent, on ne peut pas dire que c'est la mobilisation ou l'organisation de la colère.

Quelques meetings et réaffirmations de la volonté de passer à l'action, ne suffisent évidemment pas à ébranler la décision du gouvernement. A moins qu'il décide de reculer cette année pour en finir mieux l'année prochaine.

MARTINIQUE L'INSECURITE NOUVEAU CHEVAL DE BATAILLE DES PRIVILEGIES

SUITE DE LA P. 1

Là aussi, on avait lancé de hauts cris sur l'insécurité qui régnerait dans la zone touristique de la Pointe du Bout. Pourtant, à part quelques cambriolages et une bagarrre à coups de pierres il n'y avait pas grand-chose de plus à la Pointe du Bout. Cependant les résidents de cette zone avaient obtenu de la gendarmerie des rondes plus fréquentes, afin que leurs biens soient mieux protégés. Ces gens-là criaient, mais ils avaient aussi les moyens de se faire entendre par l'administration coloniale : la zone de la Pointe du Bout , zone touristique par excellence, est habitée en majorité de gens aisés, qui sont bien souvent des blancs. Quoi d'étonnant si des malandrins y viennent plus souvent que dans tel ou tel quartier populaire de Fort-de-France ou du Lamentin, car ils espèrent tout simplement que leur butin y sera plus gros.

C'est la même chose qui se déroule à Sainte-Luce. Cette commune est devenue une véritable banlieue résidentielle de Fort-de-France, avec des villas de riches, louées bien souvent à des blancs qui travaillent la journée à Fort-de-France. Quoi d'étonnant si leurs maisons sont visitées par des indésirables qui en même temps font office de déménageurs.

Cela dit est-il certain que la délinquance à Sainte-Luce soit plus forte qu'ailleurs ? Même pas. Ceux qui crient dans cette affaire, le milieu blanc aisé, manifeste ainsi car il a bon espoir d'être entendu, un seul exemple, celui des deux viols qui se sont déroulés au début du mois d'octobre. Le premier, perpétré contre une résidente de Sainte-Luce a été relaté en 3 lignes à la page 5 de France-Antilles qui consacrait plus bas 11 lignes à un léger accident de circulation survenu au neveu de Giscard !

Par contre, le second viol était traité sur 4 colonnes à la «une» du même journal. Il faut savoir que dans ce deuxième cas, c'était la femme d'un militaire haut gradé qui a été violée sous les yeux de son mari. On le voit donc le milieu blanc ne fait que récolter une petite partie de ce qu'il sème quotidiennement : les cambriolages et autres menaces physiques sont les petits désagréments à supporter lorsqu'on vit au haut de l'échelle dans un pays qui compte plus de 30.000 chômeurs officiels sur 330.000 habitants.

Ceci dit, certains de ces Blancs habitant le plus riche quartier de Sainte-Luce ont menacé de se constituer en milice si la gendarmerie ne protégeait pas leurs maisons. Tout un chacun doit suivre cette menace avec attention. Les Blancs riches n'ont pas attendu de constituer de milice pour tirer sur des jeunes noirs pauvres. Le cas de Grossmann qui a assassiné le jeune Rodony à Didier au début des vacances passées est le dernier cas à notre disposition. S'il s'avérait que dans ce milieu-là des tentatives ouvertes de créer des milices armées soient faites, il ne resterait plus à la population pauvre qu'à tirer elle-même les conséquences qui s'imposent.

JACQUES BRUEL

QUAND L'ETAT VOLE AU SECOURS DES GRANDS CAPITALISTES

Les discussions concernant l'avenir de l'usine sucrière Beauport, tournent autour du refus du gouvernement de subventionner pour 4 ou 5 milliards de centimes.

Pourtant, quand il s'agit de subventionner des grands groupes capitalistes en déficit, le gouvernement n'y va pas par quatre chemins. C'est avec des dizaines, voire des centaines de milliards qu'il panse les bobos des capitalistes.

Nous publions ci-dessous des extraits d'un article paru dans Lutte Ouvrière (journal trotskyste français), qui avance quelques faits à ce sujet.

Une nouvelle fois, l'Etat vole au secours d'un groupe privé,. Et il ne lésine pas avec l'argent des contribuables pour «sauver» Creusot-Loire.

Après un milliard en 1981, ce sont cette fois-ci deux milliards de francs que l'Etat accorde généreusement à la filiale du groupe Empain sous forme de divers prêts (dont on sait bien en fait que ce sont plutôt des dons purs et simples).

Mais ce n'est pas tout. La direction du groupe demandait à être débarrassée d'une partie de son secteur sidérurgique (750 millions de francs de pertes l'an dernier). C'est chose faite : les usines de Pamiers l'Ondaine et de Saint-Chély passent sous le contrôle d'Usinor, celle d'Imphy sous celui de Sacilor - au total 11 000 travailleurs. L'opération rapporte 1,2 milliard de francs à Creusot-Loire. Là aussi, c'est l'Etat qui va passer à la caisse via celles d'Usinor et Sacilor, entreprises nationalisées.

D'autre part, le PDG de Creusot-Loire, Pineau-Valenciennes, souhaitait garder le contrôle de Framatome (qui construit des cuves nucléaires et, à ce titre, a rapporté 276 millions de francs de bénéfices l'an dernier). Mais comme il réclamait, là encore, un petit coup de pouce étatique, le gouvernement a décidé de faire passer la participation du CEA (commissariat à l'énergie atomique, établissement public), dans l'affaire, de 30 à 50 %. Le CEA et Creusot-Loire se retrouvent donc à égalité 50-50. L'opération rapporte là, directement, 475 millions de francs à Creusot-Loire et lui laisse la possibilité de toucher les bénéfices à venir de Framatome. Ce sont donc près de 4 milliards de francs que l'Etat va transférer sous différentes formes de nos poches vers les coffres de ce groupe privé.

Et cela va s'accompagner de milliers de suppressions de postes. Côté patronal, on parle de 4 500 et côté syndicats de 7000. Une fois de plus, les travailleurs vont donc payer doublement (comme contribuables et comme chômeurs) pour que l'Etat absorbe les pertes d'un groupe capitaliste et lui permette de consolider ses profits.

En réalité, le problème de Beauport c'est que les Capitalistes des Grands Moulins de Paris qui en étaient les principaux actionnaires, ont déjà touché la manne gouvernementale. Ils se sont tout simplement désengagés.

Subventionner l'usine et les cultures reviendrait aujourd'hui à subventionner les ouvriers et petits paysans du Nord de la Grande-Terre.

Le gouvernement n'est tout de même pas là pour ça ! Et tente de le faire comprendre aux représentants de la gauche et de la droite guadeloupéennes qui viennent le supplier de maintenir Beauport.

Alors, les travailleurs des usines sucrières et des champs de cannes ont tout intérêt à ne pas compter sur les «réponses de Paris». La terre est là, c'est un capital sur lequel on peut se payer.

D'autant plus que moralement, ils auraient le soutien actif de l'immense majorité du peuple guadeloupéen. Car de toute façon même si la décision de fermer l'usine de Beauport était rapportée ce ne serait que provisoire. Le problème se poserait de nouveau.

LA DELINQUANCE DANS UNE SOCIETE OU REGNENT CHOMAGE, MISERE INJUSTICE ET CORRUPTION !

L'assassinat le lundi 17 octobre en début de matinée d'un bijoutier habitant Pointe-à-Pitre et survenant une quinzaine de jours environ après celui du pompiste de la Boucan à Ste-Rose est venu jeter de l'huile sur le feu des conversations. Deux faits de ce genre, inhabituels et survenant en si peu de temps prennent d'énormes proportions.

Dans les deux cas les coupables ont été arrêtés et voilà qu'on découvre que les assassins sont bien Guadeloupéens et que ce ne sont pas seulement les «méchants dominicains» qui volent, violent et tuent !.Les gens accusent la police de ne pas faire son travail. Ceux-ci se défendent en reprenant leur sempiternel refrain : «Nous manquons de personnel». Selon une enquête effectuée par des journalistes de Télé 7 jours il y a 400 gendarmes et CRS, une centaine de policiers pour Pointe-à-Pitre, sans compter la police Air-Frontière, la police maritime et la police municipale.

Dans le concert de gens qui pensent qu'il y a une recrudescence du gangstérisme il y a certaines voix discordantes. Celle de Me Hermantin par exemple qui pense qu'il n'y aurait pas une «augmentation numérique des formes de violences». Il met l'accent sur cette «autre forme de délinquance autrement plus grave» «qui touche au milieu des affaires». Il cite en exemple l'affaire de la S.O.D.E.G. Ce genre de scandale qui ne provoque pas autant de hurlements que les petits actes de banditisme. Car «...on tait soigneusement ce qui pourrait porter atteinte à la respectabilité des notables.»

L'augmentation de la délinquance en Guadeloupe, si augmentation il y a ne devrait pas surprendre car le terrain social sur lequel cela se développe ici est favorable. La plupart de ces jeunes délinquants sont des jeunes de 18 à 24 ans, qui sont en chômage et s'abandonnent à la facilité. Ils vivent de larcins et habitent dans les ghettos de la périphérie de Pointe-à-Pitre et des Abymes. Ils font périodiquement des séjours en prison pour recommencer toujours la même chose. Ils sont sans perspective à part celle de voler pour assurer leur subsistance. Leurs méfaits alimentent largement les colonnes de France Antilles Mais ce n'est pas seulement le problème de la substance, qui n'est pas d'ailleurs crucial pour ces jeunes. En fait aucun jeune chômeur n'est rejeté à la rue par sa famille. Sa subsistance est presque toujours assurée.

Le plus important pour ces jeunes pauvres et démunis est d'avoir ce que la jeunesse aisée ou vivant mieux qu'eux possède. Il y a dans cette voie là une escalade : on commence par les radios-transistors, puis les chaînes Hifi portables, les motos, les voitures etc... et toute la panoplie vestimentaire nécessaire pour «frimer», aller en boîte etc...

Toute une vie est ainsi organisée. Toute l'année des jeunes pauvres frustrés voient aller et venir autour d'eux des jeunes plus fortunés, ou vacanciers.

L'émigration a aussi provoqué une sorte de déstabilisation morale : éclatement des familles, ouverture vers d'autres modes de vie avec les aspects positifs mais aussi négatifs. Cela a provoqué une baisse de l'autorité familiale qui encadrait sévèrement les jeunes.

Ceux-ci, devant la montée du chômage, devant l'impuissance apparente des adultes à régler les graves problèmes du pays, ne sont tenus ni par le respect ni par l'estime envers ceux-ci.

Le poids de la situation économique a fait voler en éclats les cadres traditionnels. Se plaindre de la criminalité et refuser de s'en prendre à ses causes, c'est tout simplement une attitude stupide qui ne réglera rien. Ni les pleurs, ni les condamnations morales ne changeront rien à l'attitude de ces jeunes.

La répression ne sera pas plus efficace Ces jeunes durciront leur attitude et deviendront plus cyniques et plus expérimentés.

Alors, quelle solution ?

Il n'y en a pas en dehors d'une transformation radicale de notre société.

GUADELOUPE : L'AUSTERITE GRANDIT A L'HOPITAL

La menace de licenciement qui pèse sur 82 travailleurs de la Maintenance, entreprise privée chargée du nettoyage du Centre Hospitalier de P-A-P-Abymes a permis à de nombreux travailleurs de prendre conscience de la situation financière catastrophique du Centre Hospitalier. C'est vrai que toute une série d'indices suscitaient déjà bien des questions. On peut citer en exemple le retard apporté dans la paie du mois de juin, la pénurie de matériel de soins, y compris le petit matériel indispensable, les restrictions en Personnel. Mais actuellement le problème est connu du grand public. On n'est pas arrivé encore au stade d'une impossibilité de versement des salaires des agents hospitaliers mais on n'en est peut-être pas très loin. Les caisses de l'hôpital sont vides. Alors comment refaire le plein ? C'est sur ce problème épineux que les administrateurs sont entrain de cogiter Ainsi on fait appel, aux surveillantes et aux surveillants pour qu'ils puissent exhorter le personnel à faire des économies de matériels et à gérer la pénurie, comme s'il était encore possible de tirer sur la corde. Les congés annuels ne sont pas convenablement remplacés et aux agents de certains services, comme par exemple à ceux de la radio on demande d'accélérer les cadences en multipliant le nombre de radios externes qui constituent environ 3 millions de centimes d'entrée mensuelle dans les caisses. Une telle politique entraine une importantedégradation des conditions de travail. Les appareils tombent en panne et ne sont pas réparés dans les délais convenables. Ce qui oblige les gens à attendre bien souvent de longues heures. C'est pénible pour les malades et la clientèle externe, c'est pénible aussi pour les manipulateurs. Beaucoup de gens ne comprennent pas les causes de cette situation. On parle de difficultés financières alors que les services ne désemplissent pas. Certains voient là une conséquence des dernières réformes hospitalières..., des grèves du premier semestre de 1982.

Mais beaucoup ont tendance à oublier l'essentiel, à savoir que l'hopital doit avant tout être un service public tout comme l'éducation. Le problème c'est qu'à l'éducation l'administration doit prendre en charge toutes les dépenses qui ne sont pas couvertes par les recettes.

Ce ne sont pas les travailleurs qui doivent assumer cette charge en fournissant du travail en plus, au mépris de leur santé.

MICHAUX CHEVRY ET LE PARTI DE LA GUADELOUPE : UNE MANIERE DE SE PLACER POUR L'AVENIR.

Le Lundi 17 octobre Madame Lucettte MICHAUX-CHEVRY a profité de la présence de quelques journalistes Français venus en Guadeloupe dans le cadre du congrès des présidents de Conseils Généraux de France pour informer les Guadeloupéens de la création prochaine d'un nouveau parti politique son parti. Le parti de la Guadeloupe.

Pour Madame Michaux Chevry le parti de la Guadeloupe est un parti ouvert à tout le monde. Il ne se veut ni de droite ni de gauche. Il est contre tout clivage politique. Il est «Guadeloupéen». En réalité le parti de la Guadeloupe sera un parti de droite comme Michaux Chevry est une femme politique de droite. L'arrivée de ce parti n'est pas étonnante car la droite en Guadeloupe est veillissante, Michaux Chevry cherche à requinquer cette vieille droite. Pour ce faire elle se présente comme la femme politique qui n'est ni de gauche ni de droite mais Guadeloupéenne. Elle n'a d'ailleurs pas de mal à faire passer ses sentiments «nationaux» puisque la politique de la gauche au pouvoir lui en fournit souvent l'occasion.

En fait, MICHAUX-CHEVRY n'a rien inventé. Tous les arguments qu'elle avance sont des revendications que la gauche guadeloupéenne exprime depuis très longtemps. Quand Mme Michaux-Chevry dit que les décisions concernant la Guadeloupe doivent être prises ici en Guadeloupe et pas à Paris, ça, la gauche l'a toujours revendiqué. Quand elle réclame plus de pouvoir en tant qu'élue du peuple guadeloupéen et responsable, Michaux-Chevry use là d'un langage nationaliste.

Elle veut des crédits, la «solidarité nationale», mais pas les responsabilités réelles, totales, du moins pour l'instant. Nous disons pour l'instant, car pour une opportuniste de la trempe de Michaux-Chevry, il suffirait que le sentiment nationaliste trouve plus d'échos pour qu'elle se déclare avec autant de fougue, indépendantiste.

MARTINIQUE : LES PLAINTES D'UN VALET

Les gros propriétaires blancs de terres qui dominent dans le secteur agricole ont soin de mettre de temps en temps en avant un Nègre à Blanc, une espèce de caricature, une marionnette qui défend fidèlement leurs intérêts et dont ils se servent pour mieux tromper la masse des petits planteurs. Avec Jean-Claude Thémia, président de la SAFER et Venkatape, président de la FDSEA, Valère GABIN est de ceux-là. C'est un militant de choc du RPR il est par ailleurs vice-président du SYNBAMA (Syndicat de la Banane de Martinique). Monsieur Valère GABIN a confié sur 3 pages au journal ANTILLA, ses états d'âme. Cela a été l'occasion pour lui d'attaquer «les syndicats qui ne sont pas honnêtes».

Et il poursuit, «Par contre les syndicalistes qui passent sur les mornes, sur les habitations, et qui sabotent les activités, c'est de la propagande politique». Qui est visé ainsi : l'UTAM, syndicat dirigé par le groupe «Asé Pléré». Ce syndicat «fait du porte à porte, il dit n'importe quoi et menace les patrons». Gabin : la CGTM et F.O : «La CGTM est assis dans son bureau à Fort-de-France... F.O. agit de la même façon... La CGTM ou F.O ne lancent jamais de menaces».

Si on comprend monsieur Gabin, plus le syndicat est loin de l'habitation, mieux cela vaut. Plus il est inactif, mieux cela vaut. Les travailleurs connaissent ce type de langage : quand ceux du bâtiment se battent contre les licenciements, ils sont des extrêmistes. Quand ceux de la métallurgie ou de l'hôtellerie manifestent, ce sont des irresponsables, pour les patrons. Monsieur Valère Gabin se montre là en tant que patron responsable. La taille lui manque pour être un gros mais il répète stupidement leurs paroles.

A LA CRAMA LES TRAVAILLEURS ONT REPRIS LA GREVE

La semaine dernière, le conseil d'administration de la CRAMA avait accepté le principe de la réintégration de la déléguée Verdol. Il devait se réunir à nouveau pour décider d'une sanction accompagnant cette réintégration.

Bassien l'administrateur qui a pris les choses en main, est arrivé avec un papier déjà prêt Et il voulait que le personnel signe son diktat.

Le **conseil** d'administration avait décidé de muter la déléguée à Port-Louis dans une caisse locale et par la même occasion de la rétrograder car il n'y a pas de poste correspondant à sa qualification dans les caisses locales.

Les travailleurs de la CRAMA n'ont pas accepté cette nouvelle mesure et se sont remis aussitôt en grève.

Pour l'instant aucune négociation n'a repris. Un nouveau directeur a pris la place du directeur blanc Vallord qui avait infligé la sanction à la déléguée. Vallord, lui, est rapidement parti en France. Le nouveau directeur l'Etang, lui, aurait déclaré qu'il attend pour voir.

Mais les employés ne sont peut-être pas prêts à lui laisser le temps de mijoter trop longtemps.

GREVE AU LEP GERVILLE REACHE DE BASSE TERRE

La semaine dernière les personnels des LEP et LEPM Gerville Réache de Basse-Terre se sont mis en grève.

Une de leurs collègues, Mme Moulanier, qui occupait un poste d'enseignante dans l'établissement, avait d'abord été menacee d'être déplacée, elle devait être remplacée sur le poste par une enseignante nouvellement arrivée de France.

Devant ses protestations et le soutien de ses collègues, Mme Moulanier, une antillaise, a pu conserver son poste, alors que l'enseignante blanche a été nommée à Trois-Rivières.

Mais cette dernière a reçu tout de suite un arrêté officiel de nomination, alors que Mme Moulanier n'a rien reçu. Elle occupait donc le poste, mais sans aucune sécurité de le conserver. L'administration avait donc fait une fois de plus, deux poids, deux mesures.

C'est dans l'attente que Mme Moulanier soit nommée de façon officielle sur le poste que les personnels du Lycée s'étaient mis en grève.

COMMUNIQUE D.A.S S. (EXTRAITS)

PERSONNES AGEES

DU 17. AU 23 OCTOBRE, LES ASSOCIATIONS VEULENT RAPPELER LES PROBLEMES DE LA DEPENDANCE.

Le nombre de personnes très âgées ne cesse de croître. Tout le monde se réjouit de voir des nonagéraires ou mieux, des centenaires alertes et respirant le bonheur de vivre. Mais il y a aussi ceux qui, avant ou après quatre vingts ans, perdent partiellement ou totalement leur autonomie physique ou (et) mentale.

Pour eux, les associations veulent rappeler à l'opinion et aux pouvoirs publics les problèmes aigus de la dépendance : insuffisance de moyens pour le maintien à domicile quand cela est souhaitable, que ce soit l'aide ménagère, les soins ou l'action contre la solitude, pénurie d'établissement et structures d'accueil temporaire ou définitif, différence très grande des tarifications, etc..

La Semaine nationale des personnes âgées et de leurs associations qui a lieu cette année du 17 au 23 octobre, leur en donnent l'occasion.

Grenade
CONFLIT IDEOLOGIQUE OU LUTTE DE CLANS POUR LE POUVOIR

La presse a présenté Coard, le rival de Bishop, comme un «radical», un «marxiste» un homme de Moscou. Celui ci aurait réalisé un coup de force pour mettre fin à l'amorce d'une évolution de la politique de Bishop vers le camp occidental.

En particulier, Bishop aurait rencontré secrètement des dirigeants américains proches de Reagan.

Vrai ou Faux ? Le problème c'est que pas plus Coard que Bishop n'a demandé son avis au peuple grenadien sur la politique à suivre. Tout se déroulant dans le secret des gouvernants, on peut ensuite toujours accuser ses adversaires de tout et n'importe quoi.

Coard est-il pro-soviétique ? On pourrait plutôt dire que les dissensions politiques ont été un bon prétexte pour qu'un clan élimine l'autre. Coard était vice-ministre, ministre du commerce, de l'industrie, du plan et des finances... en somme le no 2 !

Celui qui a gagné, c'est celui qui a disposé de l'appareil le plus organisé et le plus efficace : l'armée. Quelques centaines d'hommes armés et entrainés ont pesé plus lourd que quelques milliers de manifestants désarmés.

L'idéologie, le marxisme en l'occurence, a bon dos pour expliquer ce qui n'est qu'une classique lutte entre dirigeants bourgeois d'un état bourgeois dans un pays faible et peu développé, donc incapable de se payer la démocratie à l'anglaise ou à la française.

MARTINIQUE
LA MORT DE J.C AGATHE

Le journal Révolution Socialiste, no 427 du 15/10/83 fait état de la mort suspecte d'un jeune survenue quelques heures après avoir été détenu, et semble-t-il malmené par la gendarmerie de Trinité.

Révolution Socialiste écrit :

«Le rapport d'autopsie (qui semble bien difficile à rédiger) n'est toujours pas parvenu aux mains des parents et ce n'est pas faute de leur part de l'avoir réclamé. La remise de celui-ci est renvoyée de semaine en semaine et on se demande bien quand ce petit jeu va se terminer. Est-il si difficile d'établir les causes du décès ou plutôt ne cherche t-on pas à dissimuler les véritables causes de ce décès ?

Quelle est la responsabilité exacte des gendarmes de Trinité qui, selon les témoignages des camarades de Jean-Claude, auraient battu celui-ci pendant sa détention ?

Toujours est-il que cette affaire reste aussi ténébreuse, sinon plus, et ce n'est pas le silence total des responsables impliqués à un titre ou un autre qui le démentira. C'est en tout cas ce que semblent penser de nombreux jeunes et habitants du quartier de Volga (dont Jean-Claude Agathe est originaire) et des environs.

Déjà ce samedi 8 octobre l'Association Sportive et culturelle de Baie des Tourelles (A.S.C.B.T.) organisait une manifestation culturelle et sportive à la mémoire de leur jeune camarade. L'association des jeunes du quartier de Volga «DYEM» cherche elle, à impulser la création d'un comité pour exiger que toute la lumière soit faite sur la mort de Jean-Claude.

Non le silence ne se fera pas si facilement sur l'affaire du jeune Agathe mort bizarement à la suite de son passage entre les mains des forces de gendarmerie pour un défaut de papiers.

Non nous ne devons ni ne pouvons nous taire tant que toute la lumière n'aura pas été faite sur cette affaire obscure.

QUATRE ANS DE POUVOIR DE BISHOP.

Maurice Bishop avait accédé au pouvoir il y a quatre ans. En 1979, Grenade vivait depuis 28 ans sous la domination du dictateur Eric Gairy, qui voulait faire de Grenade un paradis pour américains riches. La population vivait dans la misère, le manque d'hygiène, l'analphabétisme alors que la bourgeoisie grenadienne autour de Gairy avait accumulé des biens. Gairy lui même était connu pour le nombre étonnant d'hôtels, «châteaux», propriétés foncières qu'il s'était attribués.

Dans une telle pourriture politique, la venue au pouvoir de Maurice Bishop s'était faite sans grande difficulté : un coup d'état réalisé par une douzaine de personnes, pratiquement sans effusion de sang, et elle avait été saluée par la population grenadienne comme un espoir de sortir de la misère et de l'humiliation dans lesquelles le gouvernement de Gairy l'avait maintenue à la suite du colonialisme anglais. Maurice Bishop, jeune avocat, était un dirigeant du «New Jewel Mouvement» créé dans l'émigration aux Etats Unis en 1973.

Si la population n'avait pas participé directement à la chute du pouvoir de Eric Gairy et à la venue au pouvoir du PRG, Gouvernement Révolutionnaire du peuple, elle semblait cependant avoir accueilli le nouveau régime avec la joie de la dignité retrouvée, et l'espoir d'un mieux être. Dans les faits, le régime de Bishop avait mis l'accent sur la gratuité de l'éducation, l'alphabétisation, la gratuité des soins et l'amélioration des services de la santé.

Pour mettre en oeuvre ce plan, le gouvernement s'était appuyé sur une participation large de la population.

Maurice Bishop entendait instaurer une «nouvelle démocratie», consultant la population par des séries de meetings organisés dans tous le pays, et dans lesquels étaient discutés les questions d'économie, les besoins de la population en matière d'équipements sociaux.

La bourgeoisie grenadienne et internationale a critiqué le fait que Bishop se soit détourné du type de démocratie bourgeoise, parlementaire, lui reprochant de n'avoir pas organisé d'élections. Mais la démocratie choisie par Bishop était plus proche des intérêts de la population, à laquelle elle laissait la possibilité de participer dans une certaine mesure, aux décisions.

Mais ce type de régime, dans lequel les travailleurs n'exercent pas directement le pouvoir par leurs représentants élus même s'ils avaient leur mot à dire, laissait tout de même la voie ouverte à des crises «de gouvernement», entre dirigeants et au dessus de la population.

De là le coup d'état qui 's'est produit vendredi. Probablement des dissensions existaient elles depuis quelque temps entre Bishop et une partie du gouvernement donnée par la presse internationale comme plus «radicale» et proche de l'URSS. Il est difficile de savoir si la population grenadienne a été surprise ou non par ce coup d'état, et par l'intervention de l'armée. Quoi qu'il en soit, cela c'est passé hors de son intervention.

Et c'est là la limite de la «démocratie» à la grenadienne ou à la cubaine. Les orientations politiques, les «grandes» décisions, la diplomatie, restent une affaire de dirigeants.

Les dissensions qui peuvent survenir ne sont ni soumises à la population, ni tranchées par elle. Elles provoquent nécessairement des conflits ouverts entre les tenants de l'appareil d'état. Ici apparemment la petite armée grenadienne semble avoir été «détournée» au profit de Coard, le rival de Bishop.

GRENADE SOUS LA COUPE DES MILITAIRES



Bernard Coard

des travailleurs armée qui, seule à ce moment là, pourra choisir et contrôler ses dirigeants. La démocratie révolutionnaire ne peut être que le pouvoir de ce peuple organisé sous toute forme imaginable par lui, et constitué en sa propre force armée.

SUITE DE LA PAGE I

Pour nous, socialistes révolutionnaires, le pouvoir ne se délègue pas. Ou la majorité de la population laborieuse le prend, l'exerce et contrôle ceux qu'elle désigne pour diriger, ou c'est une classe au dessus d'elle, bourgeoise ou petite bourgeoise, qui l'exerce.

Le pouvoir des travailleurs, seule forme de pouvoir réel de la population laborieuse, ne peut être délégué à un leader qui «consulte» dans des meetings ou de grandes messes publiques.

Un peuple est d'autant plus avancé et conscient qu'il se prépare à exercer lui-même ses responsabilités, c'est à dire à exercer le pouvoir.

«Il n'est pas de sauveur suprême
ni dieu, ni césar ni tribun».

Bishop était un avocat qui voulait sans doute le bien de son peuple: A lui seul, il ne pouvait être le pouvoir de son peuple.

Celui-ci n'était pas forcément opprimé comme sous Gairy, l'ancien dictateur, mais il était tout aussi désarmé et tenu à l'écart du pouvoir.

Aujourd'hui, au delà du sort personnel de Bishop c'est celui de son peuple qui est en cause. La dictature militaire, qu'elle soit de droite ou se prétende de «gauche», c'est la dictature d'une minorité armée contre la population. Et dans cette voie là, la petite armée grenadienne a reçu bien des leçons de ses devancières dans la région américaine.

Tout n'est peut être pas réglé avec la mort de Bishop. Mais il sera très difficile aujourd'hui au peuple de Grenade de se défaire de ses nouveaux dictateurs.

SUITE DE L'EDITORIAL

cessantes contre les intérêts des travailleurs (augmentation des impôts, des cotisations sociales, fermetures d'usines, licenciements massifs etc...)

Une telle politique ne peut que mécontenter cette petite bourgeoisie qui croit ou feint de croire que ses problèmes sont causés par une politique favorable aux travailleurs.

Alors ils s'agitent dans la rue ou profitent, comme ici à ce congrès des présidents de Conseils généraux, pour battre sans cesse le rappel des troupes potentielles créées par la politique anti-populaire de ce gouvernement qui se dit de «gauche».

Aujourd'hui, si les militants qui se disent de gauche, qui se réclament des intérêts des travailleurs continuent à apparaître commes les soutiens ouverts ou honteux de cette politique de la gauche officielle, celle qui gouverne de plus en plus contre les intérêts populaires et pour régler les affaires des capitalistes de haut vol, eh bien ! ils se trouveront demain englobés dans la même déception, les mêmes rancoeurs sinon la même haine que les travailleurs d'ici et de France adresseront à ce gouvernement. Et cela sera grave pour les travailleurs. Car cela ouvrira la porte à toutes sortes de démagogues du genre des créateurs du PDG - au nom prédestiné, mais aussi à la fuite en avant dans le nationalisme pour le plus grand bien de la bourgeoisie locale.

Dans une période de crise les reconversions politiques peuvent se faire très vite. Les deux fractions de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie aisée des Antilles celle qui est assimilationiste de droite et celle qui vise à la création d'un état indépendant à son profit exclusif peuvent très bien finalement s'entendre sur le dos de la population, sur le dos des pauvres.

Et alors ils confondront dans leur rigueur anti-ouvrière tous ceux qui se réclament des idéaux de gauche, de socialisme ou du communisme, de la classe ouvrière.

Une telle perspective n'a rien de fatal, si aujourd'hui ceux-ci rompent avec la politique de soutien ouvert ou honteux à la gauche au pouvoir pour ne considérer de manière active et résolue que les intérêts des travailleurs et de la population labdrieuse dans son ensemble.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX
Impression
Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.
Commission paritaire
N° 51728